



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Ils n'ont toujours pas reculé... mais nous non plus Plus que jamais, le combat continue POUR LE RETRAIT DE LA LOI EL KHOMRI !

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 21 AVRIL 2016

Jeunes et moins jeunes le martèlent depuis un mois et demi. « *Jeunes dans la galère, vieux dans la misère, de cette société-là, on n'en veut pas !* ». Ils le disent et le répètent dans les cortèges, dans les occupations de places, à l'occasion des « Nuits Debout ».

Cette société où seuls comptent les intérêts des patrons et des banques, la loi du profit, l'appropriation privée par une minorité des richesses produites.

De ce monde là, on n'en veut pas !

Le gouvernement, bien décidé à poursuivre sa politique pro-patronale, essaie de briser le mouvement par tous les moyens : quelques miettes aux organisations de jeunesse, violences policières, médias aux ordres.

Il essaie de briser la force motrice du mouvement, les jeunes. Ce sont eux qui ont bousculé les centrales syndicales, pas pressées de développer un mouvement capable de gagner, avec des journées saute mouton à intervalle le plus éloigné possible.

Alors, on leur tape dessus. A Rennes, Paris, Colombes, Levallois, Nantes, Caen, Rouen, Metz ou encore Toulouse, les violences policières sont bien visibles, sur les vidéos prises sur place. Au point que la fédération des parents d'élèves FCPE dit publiquement sa réprobation.

De même que l'appel intitulé « *un pouvoir qui matraque la jeunesse est faible et méprisable* », déjà signé par plus de 300 universitaires, artistes, éditeurs, syndicalistes, militants associatifs et professionnels de santé.

Le pouvoir, à bout de souffle, contesté de toutes parts, se montre à nu, en faisant donner ses forces de répression.

D'abord contre le mouvement ouvrier, avec les syndicalistes condamnés à Air France pour une chemise déchirée ou ceux de Goodyear pour avoir essayé de sauver leur emploi. Maintenant, c'est au tour des jeunes.

A bas l'état policier !

C'est bien connu : lorsqu'on a épuisé tous les arguments, on frappe. Mais en face, la réaction peut être soit la résignation, soit la révolte et la colère. Colère de tous : ceux qui subissent la répression et tous ceux qui sont écoeurés de voir leurs enfants matraqués.

Des hélicoptères en ville au-dessus de manifestants, des tirs de gaz lacrymogènes en séries, des tabassages en règle, voici ce que le pouvoir en place réserve aux jeunes qui se mobilisent contre la loi travail.

Cela en dit long sur ce qu'il veut offrir comme avenir à la jeunesse de ce pays : un retour à une situation où les relations entre salariés et employeurs n'étaient pas codifiées, où le contrat de travail était individuel. Un monde où les patrons étaient les rois.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit avec les avalanches de lois anti-sociales : redonner les pleins pouvoirs aux patrons, libres de licencier et d'embaucher comme ils veulent, de fixer horaires et salaire selon leur bon vouloir.

SELON MACRON :

"LES REPRÉSENTATIONS DE JEUNES N'ONT PAS FORCÉMENT UNE PLEINE CONSCIENCE DU MONDE DANS LEQUEL NOUS ENTRONS"



Aller vers la grève générale

Ce que le pouvoir craint le plus, c'est la jonction entre les jeunes et les salariés. Comme cette démarche de plus d'une centaine de jeunes de la place de la République à Paris et de la coordination nationale étudiante, allant à la rencontre des cheminots de la gare Saint Lazare ou allant diffuser des tracts avec des salariés de Renault au Technocentre de Guyancourt, pour demander le retrait de la loi travail.

La prochaine journée de grève et de manifestations est fixée au jeudi 28 avril. Très loin du samedi 9 avril dernier, car les directions syndicales n'ont pas envie d'accélérer l'affrontement avec le gouvernement. Mais le 28 sera très proche de la journée appelée le 26 avril, chez les cheminots. **L'espoir serait que la jonction entre les cheminots et l'ensemble des salariés et des jeunes s'effectue à cette occasion là, et entraîne le début d'une grève généralisée. Car seule la grève générale reconductible sera à même d'imposer le retrait de cette loi, première étape pour la reconquête de nos droits.**

ÉTAT D'URGENCE BIENTÔT PROLONGÉ OU L'ÉTAT D'URGENCE PERMANENT

Le gouvernement dit être en guerre contre le terrorisme et vouloir « *assurer pleinement la sécurité* ». Mais derrière ce discours, il y a d'abord le moyen de réprimer rapidement les syndicalistes et les mouvements sociaux, de pouvoir procéder à des perquisitions sur la base de simples soupçons ou de préjugés, en écartant le contrôle du juge, de brader comme bon lui semble nos libertés.

Car c'est bien au nom de « l'état d'urgence » que Valls avait osé interdire les manifestations pour la justice climatique et assigner à résidence des militants, lors de la COP 21.

Nous avons bravé cette interdiction en étant des milliers dans les rues. Plus que jamais, dans la rue, imposons une autre urgence, « l'urgence sociale » face à la loi travail et contre ce gouvernement ! Et exigeons la levée de l'État d'urgence !

«SURTAXATION» DES CDD: HOLLANDE ET VALLS MARCHENT SUR DES ŒUFS

Le projet de loi « Travail » offre aux employeurs de nouvelles facilités de licenciement. C'est contre cette précarisation supplémentaire de l'emploi que s'est exprimée dans la rue la colère de la jeunesse.

Pour tenter de la désamorcer, Valls leur a promis, en particulier, une « surtaxation » des CDD, censée dissuader les patrons d'embaucher en CDD, pour privilégier les CDI.

Problème : c'est que cette mesure, déjà appliquée depuis 2013, n'empêche pas que 83% des nouvelles embauches le soient encore en CDD, le plus souvent de moins de un mois ! De son côté, le patronat dans son ensemble monte au créneau contre cette idée de « surtaxation » et fait monter la pression sur ce sujet contre le gouvernement. Interrogé à son tour sur le sujet lors de son passage à la télé, le 14 avril, Hollande a répondu : « *il n'y aura rien de plus que la prolongation de ce qui existe aujourd'hui* » !

Moralité de l'histoire : Valls cherche à amadouer les jeunes pendant que Hollande cherche à rassurer les patrons. Qui croire ? Raison de plus de continuer la mobilisation pour le « retrait pur et simple » de la loi « Travail ».

HOLLANDE EN ÉGYPTE: LES DROITS HUMAINS SACRIFIÉS AU PARTENARIAT « STRATÉGIQUE »

Depuis le coup d'Etat qui l'a porté au pouvoir en 2013 en Egypte, le maréchal Sissi use de tous les moyens pour étouffer l'immense mouvement de contestation sociale qui avait fait tomber la dictature de Moubarak en 2011 : arrestations, procès expéditifs, condamnations à mort d'opposants de tous bords. Gros fournisseur d'équipement militaire

du régime, la France a brillé jusqu'ici par son silence sur la question des droits humains. Une attitude vivement dénoncée dernièrement par Amnesty International et la Ligue des Droits de l'Homme. Du coup, Hollande en a dit deux mots lors de sa rencontre avec les officiels égyptiens dimanche dernier, s'attirant une réplique très courroucée du maréchal Sissi. Mais comme pour les deux, c'est le partenariat stratégique qui compte avant tout, la discussion a repris calmement sur les contrats dont vont pouvoir à nouveau bénéficier Dassault, Airbus, Vinci, Bouygues et autres. Des milliards sur le dos des droits humains.

HOLLANDE AU LIBAN : MINABLE !

Le 16 avril, François Hollande s'est rendu au Liban, dans le cadre d'une tournée de plusieurs jours au Moyen-Orient. Il y a visité un camp de réfugiés syriens, saluant « *la solidarité exceptionnelle* » de ce pays avec les réfugiés. Il faut dire que le Liban accueille plus d'un million de réfugiés, soit près du quart de sa population alors qu'il n'est que la 88^{ème} économie mondiale.

Comment Hollande, à la tête de la 6^{ème} puissance mondiale, a-t-il concrétisé son coup de chapeau aux Libanais ? Il a promis 100 millions d'euros sur trois ans, soit à peu près le coût de la construction d'un millier de logements, une petite cité. En 3 ans ! Et il a même eu le culot de promettre d'accueillir... 3 000 réfugiés de plus. Sur 2 ans.

Les Libanais sont gentils de ne pas l'avoir envoyé paître.

ÉTAT POLICIER, ÉTAT MEURTRIER

Les BAC et les PSIG (gendarmerie) seront désormais équipés d'armes lourdes. Cette annonce intervient alors qu'un rapport, publié par l'ONG ACAT, pointe la dérive des forces de l'ordre qui, depuis l'apparition des flash-balls et tasers, s'est mise à tirer sur les manifestants au lieu de les tenir à distance. Rien qu'avec les flash-balls, on dénombre en l'espace de 10 ans un mort et 39 blessés graves, dont 21 ont perdu l'usage d'un œil. Et 30 % de ces victimes sont mineures.

L'étude d'ACAT démontre aussi l'impunité dont jouissent les policiers auteurs de bavures. Avec l'état d'urgence qui laisse les forces de l'ordre agir en-dehors de tout contrôle, ces chiffres risquent d'exploser. La police est sensée nous défendre, mais qui nous défend de la police ?

MAIL POUR NOUS CONTACTER:

nparenaultcleon@gmail.com

site national du NPA: www.npa2009.org

site NPA agglomération Rouen: www.npa76.org

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site «auto-critique» est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.P.N.S. - ne pas jeter sur la voie publique